

1

Pourquoi la Russie ?

1.1 Les atouts du marché russe

1.1.1 Importance du marché russe et son évolution

En 2001, le chef économiste de la banque d'affaires Goldman Sachs a créé l'acronyme BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) pour caractériser les quatre principales économies émergentes¹. Bien que sujette à de nombreuses critiques, cette notion permet de comparer l'économie russe à celle d'autres grands pays offrant des opportunités de développement.

Par son PIB total, la Russie se situe à égalité avec l'Inde, un peu en dessous du Brésil, et loin derrière la Chine. Le PIB par habitant place la Russie en tête des BRIC au même niveau que le Brésil, il est deux fois plus important qu'en Chine et huit fois plus qu'en Inde.

1 En toute rigueur, en ce qui concerne la Russie on devrait plutôt parler d'économie « ré-émergente ».

Si l'on élargit la comparaison, la Russie (neuvième économie mondiale) a un PIB total proche celui de l'Italie, mais huit fois inférieur à celui des États-Unis et d'à peine plus de la moitié de celui de l'Allemagne. Le PIB par habitant reste très inférieur à celui de la plupart des pays de l'Union européenne.

Tableau 1.1 Les indicateurs clés – Comparaison internationale

Pays	Population fin 2011 (millions)	PIB 2011 (milliards de \$ courants)	PIB/hab. 2011 (\$ courants)
Russie	143	1 857	13 700
Chine	1 355	7 318	5 400
Inde	1 210	1 684	1 400
Brésil	192	2 476	12 900
France	66	2 763	41 900
Allemagne	82	3 601	43 900
Italie	61	2 193	35 900
États-Unis	316	14 990	47 400

Cependant, au-delà des chiffres globaux, plusieurs facteurs confèrent à la Russie une forte attractivité.

- **La croissance.** De 2000 à 2012 – donc en incluant la crise de 2008-2009 – le PIB a crû en moyenne de 6 % par an. Sur la période 2009-2012, la croissance s'est stabilisée à 4 %, chiffre loin des niveaux d'avant-crise, mais malgré tout honorable².
- **Une situation macroéconomique très favorable.** Grâce à ses ressources en énergie et en matières premières, la Russie a un excédent commercial considérable ; elle dispose des troisièmes réserves mondiales en devises et a très vite retrouvé un excédent budgétaire après la crise de 2008-2009. À court et moyen terme cela lui donne des marges de manœuvre financières pour investir – sous réserve de volonté politique.
- **De nombreuses opportunités sectorielles.** La combinaison d'une insuffisance de producteurs nationaux dans certains domaines, d'un pouvoir d'achat en croissance et d'une volonté de moderniser le système productif donne lieu à une croissance particulièrement rapide de certains segments de marché.

2 Un ralentissement s'est toutefois produit en 2012-2013 à cause des répercussions de la crise en Union Européenne, de loin premier client de la Russie. La croissance est tombée à 1,4 % en 2013 et risque de rester autour de 2-3 % à partir de 2014.

Pour mieux appréhender ces opportunités il convient de considérer la dynamique de l'économie russe depuis la fin de l'Union soviétique.

◆ 1990-1998 – Un passage chaotique à l'économie de marché³

La transition vers l'économie de marché a été particulièrement difficile et longue en Russie. Surtout, elle a laissé des traces qui subsistent encore.

En huit ans, le PIB russe a diminué de 40 %, et le pouvoir d'achat de beaucoup de ménages de plus de 50 %. L'appareil économique de l'État s'est effondré : immenses difficultés de collecte des impôts, retard de paiement des salaires et retraites, déficit budgétaire, et pour finir quasi-faillite et crise financière majeure en 1998.

Il y a eu de nombreuses raisons à cette situation : des prix du pétrole et du gaz très bas, la difficulté inhérente à la construction d'un système d'économie de marché disparu depuis plus de soixante-dix ans, mais aussi la volonté d'une libéralisation à marche forcée et la faiblesse du pouvoir d'État. Au cours des années 1990, la privatisation des grands groupes, notamment dans l'énergie et les matières premières, s'est effectuée dans des conditions permettant à quelques-uns – les « oligarques » – de se les approprier pour des montants dérisoires en associant relations politiques et montages financiers complexes.

Un exemple de privatisation dans les années 1990, le cas de Norilsk Nickel

Norilsk Nickel est le principal producteur mondial de nickel et de palladium, d'un chiffre d'affaires supérieur à 30 milliards de dollars. Le journal indépendant *Moscow Times*, décrit précisément le processus par lequel Vladimir Potanine en a acquis une part substantielle.

« Durant sa carrière comme cadre soviétique, banquier, vice-Premier ministre, Potanine a montré son habileté à être du bon côté des affaires, en amassant une fortune estimée par Forbes en mars 2012 à 14,5 milliards de dollars.

Potanine a commencé à faire fortune comme banquier après l'effondrement de l'Union soviétique, se faisant connaître comme porte-parole d'un groupe

.....
 3 Pour une analyse de l'évolution de la situation économique de la Russie de 1990 à 2011, cf. *La transition russe vingt ans après*, sous la direction de Jacques Sapir, Victor Ivanter, Dmitri Kouvaline et Alexandre Nikipelov aux Éditions des Syrtes, janvier 2012.

de jeunes capitalistes ambitieux au moment où le président Boris Eltsine, malade, était menacé par un Parti communiste renaissant. C'est lui qui a promu le schéma "prêt contre actions" où ceux qui prêtaient de l'argent au gouvernement financièrement exsangue ont bénéficié de la mise en vente de l'héritage industriel de l'Union soviétique quand les dettes n'ont pu être payées. La banque de Potanine, Uneximbank, a obtenu l'usufruit de 38 % de Norilsk en 1995 avec une enchère de 170,1 millions de dollars, juste 100 000 dollars au-dessus du prix de réserve. Une offre deux fois supérieure a été rejetée pour des raisons techniques. Après la victoire d'Eltsine sur Zyuganov en 1996, Potanine est entré au gouvernement comme premier vice-Premier ministre et a gravé dans le marbre la privatisation qui a créé une nouvelle race d'oligarques russes. Sa holding Interros a ensuite versé 270 millions de dollars en août 1997 pour acquérir formellement les 38 % – et le contrôle majoritaire – de Norilsk. Le prix payé ne représente qu'une infime partie de la valeur actuelle de l'entreprise. »

Source : *The Moscow Times*, 19 décembre 2012

Par ailleurs, la faiblesse de l'État de droit et l'absence de règles claires en matière de propriété intellectuelle ont permis à de nombreuses sociétés étrangères, notamment américaines, d'acquérir à très bon compte des technologies développées dans les universités et les centres de recherche. Cette période, même si elle est révolue sur le plan macroéconomique, a laissé des traces dans l'économie russe actuelle. D'une part, les grands groupes constitués à cette époque et leurs dirigeants sont toujours pour la plupart des acteurs majeurs de l'économie et de la société, avec des modalités qui, nous le verrons, ont fortement évolué. D'autre part, elle est devenue une « anti-référence » dans les mentalités : hostilité vis-à-vis d'un libéralisme débridé, méfiance à l'encontre du système financier, volonté de reconquérir son potentiel technologique, rancœur vis-à-vis des États-Unis...

◆ 1998-2008 – Vers une économie de rente partiellement « redistributive »

La crise de 1998 s'est traduite par une série de mesures draconiennes de restructuration de l'économie, initiées par le Premier ministre Evgueni Primakov⁴.

4 Nommé en septembre 1998, démis en mai 1999, il a réussi à construire un consensus national autour de ses mesures anticrise.